

Agnès BUZYN

- - -

Vœux aux parlementaires et aux forces vives

- - -

Lundi 13 janvier 2020

Madame, messieurs les secrétaires d'Etat, Chers Christelle Dubos, Adrien Taquet, Laurent Pietraszewski,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Monsieur le Président d'Universciences, Cher Bruno Maquart,

Mesdames et messieurs les présidents des ordres nationaux,

Mesdames et messieurs les Présidents des syndicats, des associations, des fédérations, représentants des professionnels, des usagers et des patients, des secteurs de la santé et des solidarités,

Mesdames et messieurs les directeurs,

Mesdames, Messieurs,

Chers tous,

Je suis très heureuse de vous accueillir ici, au Palais de la découverte, pour vous souhaiter, à toutes et à tous, une **très belle année 2020**.

Nous sommes dans un **musée scientifique** et c'est un symbole fort, qui rappelle notre attachement à la connaissance et à la diffusion des savoirs, dans une période où la science est souvent mise à rude épreuve.

Depuis sa création par le Front populaire, ce lieu a vu défiler des familles, des groupes scolaires, des jeunes et des moins jeunes. Aujourd'hui encore, 600.000 personnes viennent chaque année et découvrent le goût des sciences.

Des vocations de chercheurs et **même de prix Nobel** sont nées ici, qui ont fait rayonner la France dans le monde¹.

Il y a donc quelque chose du **génie français** dans ses murs.

Et clin d'œil de la programmation des expositions, Cher Bruno Maquart, vous avez choisi de mettre à l'honneur **l'amour**.

Avec cette exposition, vous questionnez un sentiment à jamais mystérieux et pourtant très précieux, en prenant le parti de vous appuyer encore et toujours sur des travaux scientifiques.

On peut faire de la science et parler d'amour, **on peut faire de la science** et construire les politiques sociales d'aujourd'hui et de demain.

¹

Pierre-Gilles de Gennes, prix Nobel de physique : « ma vocation est née du plaisir d'y découvrir des expériences, celles qu'on pouvait faire soi-même et celles qu'on nous expliquait ».

Mesdames, messieurs,

Cette année, les enfants de l'an 2000 auront 20 ans.

Le siècle dans lequel ils sont nés a déjà commencé mais il va maintenant s'écrire **avec eux**.

Nous connaissons les défis immenses qui ne nous attendent plus puisqu'ils sont **déjà là**, juste devant nous.

Au ministère des solidarités et de la santé, le **temps bref** du quotidien rencontre le **temps long** des grands changements de la société française : la revalorisation de la prime d'activité précède le projet de loi bioéthique et les engagements pour l'hôpital public côtoient les projections démographiques du grand âge.

Ce ministère est celui **d'aujourd'hui** et de **demain** ; parce que les nécessités de court terme et de long terme ne s'opposent pas : bien au contraire, elles doivent trouver une cohérence dans le projet de société que nous portons et dans les utopies concrètes que nous construisons.

Si vous m'autorisez un exemple, j'aimerais dresser un **parallèle** entre l'adaptation au vieillissement et un autre phénomène dont la réalité est chaque jour un peu plus tangible : je veux évidemment parler du changement climatique.

Ce parallèle vous apparaîtra peut-être audacieux.

Pourtant, ces deux phénomènes monteront en puissance dans les années à venir et modifieront profondément nos environnements et notre société à l'horizon 2050, avec de forts impacts dès 2030.

Pour l'un comme pour l'autre, nous devons à la fois répondre à l'urgence et apprendre **l'exercice difficile de faire des choix**, en posant dès aujourd'hui des actes pour un avenir qui semble encore lointain.

L'un comme l'autre nous obligent à revoir **dès maintenant** nos modèles sociaux et nos modèles économiques, nos comportements individuels et collectifs.

Pour notre façon de penser les solidarités, pour les processus de production et de consommation et jusqu'au sens de ce qu'est le travail, **il y aura un avant et un après** cette double charnière de l'Histoire.

Il n'y a qu'à considérer le seul plan des métiers : le 29 octobre dernier, Myriam EL KHOMRI m'a remis le rapport crucial que je lui avais demandé sur l'attractivité des métiers du grand âge.

Pour répondre aux besoins, il nous faudra **doubler très rapidement** le nombre d'aides-soignants et d'accompagnants à domicile entrant en formation, alors même que les jeunes se projettent de moins en moins dans ces filières.

Seul le prononcé fait foi

Il y a là une impasse criante, dont nous ne sortirons qu'en transformant les métiers et les organisations. Il faut donner envie de s'y engager ; car sans ces professionnels, nous irons dans le mur.

Longévité, modification du climat : voici pour moi les **deux grands défis** auxquels notre génération doit faire face.

Le Président de la République a rappelé dans ses vœux aux Français le défi du grand âge et de l'autonomie.

Une loi sera présentée cette année au Parlement et nous devons collectivement être à la hauteur de la société de **2050**, dans laquelle près de **5 millions** de Français âgés de plus de **85 ans** devront pouvoir être pris en charge à domicile ou en établissements.

Je n'oublie pas les détresses et les inquiétudes qui s'expriment, et s'il y en a une à laquelle je pense particulièrement, c'est celle des hôpitaux publics.

Je n'ignore rien des difficultés, des impatiences et des colères parfois, ressenties par les soignants.

J'ai annoncé **Ma Santé 2022** en septembre 2018, et cette réforme de grande ampleur a été déclinée en 2019 spécifiquement aux urgences avec le pacte de refondation et à l'hôpital public avec le plan investir pour l'hôpital.

Seul le prononcé fait foi

Cette feuille de route est une réponse **sans précédent** aux maux dont souffrait notre système de santé depuis trop longtemps.

Beaucoup de perspectives s'ouvrent devant nous, que nous allons concrétiser comme nous avons déjà concrétisé beaucoup d'annonces récentes – je pense aux primes des urgences, au dégel des tarifs ou encore à l'opération-vérité sur les lits d'aval dans tous les hôpitaux.

Quand je prends l'engagement d'augmenter les budgets de l'hôpital pour les trois prochaines années, je pose un acte majeur.

Oui, nous étions arrivés au bout d'une logique.

Oui, nous avons décidé qu'il fallait réinventer la régulation financière de l'hôpital.

Oui nous avons levé des sujets qui ne sont plus des tabous : le capacitaire en lits, la progression des tarifs, la plus grande participation de l'Etat au financement des investissements des établissements de santé.

Cette rupture, c'est aussi une décision concrète qui se traduira dans le quotidien des soignants comme des patients.

Les tarifs en hausse, ce sont autant de **marges de manœuvre en plus** pour le travail de décision des responsables sur le terrain, créer ou recréer des équipes de remplacement, assumer le besoin de créer des lits en aval des urgences quand cela sera nécessaire.

Je connais bien l'hôpital public, je sais ce qu'il représente pour les Français et je sais ce que les Français lui doivent. Ma détermination pour aider les soignants est infatigable.

En disant cela, je n'oublie pas les autres composantes de notre système hospitalier et médico-social, les établissements lucratifs, les établissements à but non lucratif et, bien évidemment, les professionnels de la médecine de ville.

Ils peuvent aussi compter sur moi pour les accompagner dans la transformation du système de santé.

Mesdames, messieurs,

L'attention que je porte à la détresse de l'hôpital ne me fait pas oublier les autres détresses qui, chaque jour, renforcent ma conviction.

Cette conviction, c'est qu'il nous faut construire de nouvelles solidarités et bâtir ensemble l'Etat-providence du XXI^e siècle.

Il y a un an, comment l'oublier, notre pays traversait une crise sociale sans précédent.

Partout, sur tous les territoires, des Français manifestaient un désespoir sincère, contre la précarité, contre les inégalités et contre tout ce qui fait que le lien social est devenu pour beaucoup de nos concitoyens quelque chose d'abstrait.

Il y a eu un grand débat, un **exercice démocratique inédit**, et je sais que beaucoup d'entre vous, sur leurs territoires, ont pris part à ces échanges parfois vifs, souvent mouvementés, toujours nécessaires.

Il n'est pas surprenant que le ministère des solidarités et de la santé ait été **au centre** de la réponse politique apportée à l'expression de cette grande détresse ; c'est une nouvelle preuve, si besoin était, de ce que ce ministère est **en prise directe avec la vie et le quotidien des français**.

Aujourd'hui, **le dialogue social est retrouvé**. Les discussions en cours sur la réforme de notre système de retraite le prouvent à leur façon.

Certes, il y a des négociations, il y a des oppositions, il y a des désaccords et des divergences, **j'appelle cela la démocratie**.

Cette démocratie, ça n'est pas celle des meetings et des petites phrases, cette démocratie, c'est celle du **quotidien** et du **temps long**, ce sont des institutions qui permettent de regarder les problèmes avec rigueur, avec exigence, dans le respect et dans l'écoute mutuelle, pour les résoudre.

Avec **Laurent Pietraszewski**, nous sommes extrêmement attentifs à ce que les discussions se déroulent dans la sérénité.

Nous **croions** profondément à la réforme que nous portons, à un système plus **universel** et plus **juste**, mais nous croyons aussi aux vertus du débat démocratique et du dialogue social. Il ne s'agit pas d'avoir raison, mais d'être juste.

L'ambition que nous portons est triple :

- il s'agit de construire un système universel, où tout le monde doit être assuré, quels que soient son statut professionnel ou sa situation sociale ;
- Il faut aussi que ce système prenne en compte les **trajectoires de vie des uns et des autres**, et c'est tout l'enjeu du renforcement des droits individuels, qui doivent aller de pair avec la notion de libre de choix ;
- Et enfin, ce système doit mobiliser de **nouvelles stratégies d'intervention** comme la prévention ou le droit à la reconversion pour les métiers les plus **pénibles**.

L'universalité n'est pas un **mot**, ça n'est pas un **gadget**, c'est le pilier de la protection sociale que nous construisons.

L'universalité, c'est ramener les **étudiants** et les **indépendants** dans le giron du régime général de l'Assurance maladie. C'est aujourd'hui chose faite.

Parce que oui, nous voulons une protection sociale plus **robuste**, plus **universelle** et mieux **adaptée** au monde d'aujourd'hui.

Le « monde d'aujourd'hui », ce n'est pas qu'une expression : ce sont des parcours de vie hachés, des carrières moins linéaires, et ce sont de nouveaux risques, qui n'étaient pas identifiés hier et qui se présentent aujourd'hui de manière massive.

La France n'est pas restée figée dans le mouvement de l'histoire, la société française a changé de visage, la vie des Français d'aujourd'hui n'est pas celle des Français d'hier.

Je sais ce que nous devons aux fondateurs de la Sécurité sociale, et nous leur devons **beaucoup**. Mais la Sécurité sociale n'est pas un **musée**, c'est une **promesse** qui, pour être tenue, doit s'adapter aux réalités nouvelles.

Churchill disait :

« Pour s'améliorer, il faut changer. Donc, pour être parfait, il faut avoir changé souvent ».

Rendre notre système de protection social **parfait**, c'est peut-être un peu ambitieux ; l'**améliorer**, je crois que c'est un objectif raisonnable.

L'améliorer, c'est opérer un **double mouvement**, en « allant vers » les personnes pour tenir compte de leurs besoins spécifiques, tout en renforçant l'universalité des droits et des prestations.

Améliorer notre protection sociale, c'est la rendre **plus efficace**.

Quand les solidarités sont menacées, quand des fragilités sont détectées, l'Etat social moderne doit être **là** et se dresser pour protéger celles et ceux qui en ont besoin.

Je pense évidemment aux familles, multiples, diverses et en proie à de nouvelles difficultés.

Nous mettons fin, **avec Christelle Dubos**, aux impayés de pensions alimentaires.

Parce que oui, **soyons lucides**, il y a des détresses, silencieuses le plus souvent, des détresses que l'on connaît mais qui, à force d'habitude, sont presque devenues admises, comme un ordre des choses contre lequel il est inutile de lutter.

Eh bien non, ça n'est pas ma conception de l'action publique et nous ne pouvons pas accepter un système dans lequel **30%** des pensions alimentaires ne sont pas payées ou payées de manière irrégulière.

Une pension alimentaire qui n'est pas versée, c'est un caddie que l'on ne peut pas remplir, c'est un weekend auquel on doit renoncer et c'est toujours un pas de plus vers la pauvreté.

L'Etat social que nous construisons, c'est un Etat social qui dit à tous les parents isolés, des femmes le plus souvent, « vous n'êtes pas seules », et vous n'aurez plus à faire l'aumône pour obtenir ce qui est un droit.

Nous sommes donc fières aujourd'hui de pouvoir présenter un véritable service de versement des pensions alimentaires qui, dès cette année, permettra de soulager les familles en difficulté.

Un Etat social moderne, c'est un Etat qui sait que trop de Français renoncent à s'équiper d'une paire de lunettes à leur vue, à se faire poser une prothèse dentaire ou à s'équiper d'une aide auditive.

Tous les équipements qui composent le panier **100% Santé** seront pris en charge intégralement par la Sécurité sociale et les complémentaires santé. Voilà une mesure très concrète pour l'accès de tous aux soins.

Un Etat social moderne, c'est aussi un Etat qui permet à chaque enfant de ne pas commencer sa journée avec le ventre vide, et qui propose des **petits déjeuners** à l'école.

Un Etat social moderne, c'est un Etat qui connaît l'importance des **1000 premiers jours** de la vie d'un enfant, pour son développement mais aussi pour la santé globale de l'adulte qu'il deviendra ; et je remercie **Adrien Taquet** de porter dans notre pays une politique de la petite enfance radicalement nouvelle, ambitieuse et audacieuse.

Un Etat social moderne, c'est un Etat qui veille à ce que chacun ait accès à ses droits, dans un système plus simple et plus lisible.

Le **revenu universel d'activité** est en période de concertation, les premiers échanges sont constructifs, mais je vous le dis comme je le pense : cette réforme n'aura de sens que si, à la fin, nous sommes certains qu'elle réduise la pauvreté.

Un Etat social moderne, c'est aussi un Etat qui tient compte des aidants, ces **proches** de personnes malades ou en perte d'autonomie, qui arrêtent de travailler ou qui réduisent leur activité pour s'occuper d'un parent, d'un enfant ou d'un être cher.

Les proches aidants représentent entre **8 et 11 millions de personnes** dans notre pays et dans sa déclaration de politique générale, le Premier ministre a donné des orientations claires pour **aider les aidants**.

Le **23 octobre** dernier, avec **Sophie Cluzel**, nous avons donc lancé une stratégie de mobilisation et de soutien aux aidants et nous pouvons d'ores et déjà être **fiers** d'avoir porté des mesures nouvelles et innovantes dans le cadre du dernier projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Un Etat social moderne, c'est un Etat qui connaît les vertus de la prévention, **partout**, dans **tous** les domaines.

J'ai fait de la prévention une **priorité** pour la France. C'est ma conviction de médecin et c'est ma responsabilité de ministre des solidarités et de la santé. Dans ce domaine, nous avons pris trop de retard.

Nous agissons donc pour mettre en œuvre cette prévention qui est, j'ose le dire, une petite révolution culturelle.

Je pense par exemple à la lutte que nous menons contre **l'obésité**, par une meilleure information sur la qualité nutritionnelle des aliments, en développant l'utilisation de **Nutriscore** dans l'étiquetage des aliments.

Le 4^e Programme national nutrition santé, que j'ai présenté en septembre, ce sont aussi des mesures **très concrètes** qui permettront aux Français de rester en bonne santé tout au long de leur vie grâce à de **bons réflexes** pour **mieux manger** et **mieux bouger** dès le plus jeune âge.

Une récente étude de la DREES a renforcé notre préoccupation et notre ambition, en révélant que les personnes issues de **milieux défavorisés** ont des prévalences d'obésité **2 à 4 fois plus élevées** que les plus aisés.

C'est **inacceptable** et, au sein du ministère des solidarités et de la santé, nous ne l'acceptons pas : tous les efforts doivent être consacrés à réduire ces inégalités.

Un Etat social moderne, c'est enfin un Etat qui reconnaît la famille dans sa diversité, qui reconnaît **toutes les familles** et qui veille scrupuleusement au respect des grands principes : **la dignité de la personne humaine, l'autonomie de chacun et la solidarité de tous.**

Le projet de loi bioéthique est à mi-chemin de son parcours parlementaire, mais je tiens à dire que, par-delà les sensibilités, les débats à l'Assemblée nationale ont été d'une **qualité exceptionnelle.**

En nous attachant aux **enjeux singuliers d'une époque**, nous prenons rendez-vous avec le champ des possibles ouvert par la science et la recherche biomédicale.

Mesdames, messieurs,

Ce changement d'année, avec ses espoirs et ses promesses, est un bon moment pour déplacer son regard et voir où l'on veut aller.

Je pense à ces **utopies concrètes, et j'en ai évoqué plusieurs**, qui nous font faire un pas de côté, pour créer et inventer une société et un monde meilleurs.

Je vous disais il y a un an tout juste qu'il était impératif de **passer du précis au récit**. Je ne dis pas autre chose aujourd'hui.

Pourquoi cette exigence ?

Parce que sans récit, nous nous condamnons à des analyses comptables sans envergure, à des projets sans enthousiasme, dans une réalité sans idéal.

Le pragmatisme, c'est une **méthode**, ça n'est pas une fin en soi ; le pragmatisme, c'est regarder les problèmes en face sans se payer de mots ; mais le pragmatisme ça n'est pas se contenter de coller des rustines, **il faut aussi tracer un chemin**.

Nous devons construire un horizon, répondre aux espoirs et nourrir des espérances.

Il y a ce que nous bâtissons quotidiennement ; mais ces réalisations doivent s'inscrire dans un projet de société qui leur donne un **sens** et un **souffle**.

Ce récit, c'est l'idéal que nous poursuivons. Le mien, c'est la prospérité sociale.

L'idée n'est pas nouvelle.

« La prospérité sociale disait Victor Hugo, c'est l'homme heureux, le citoyen libre, la nation grande ».

Dans notre époque, la **prospérité sociale**, c'est ce moment où chacun trouve sa place dans la société, où le quotidien n'est plus une lutte désespérée, où les inégalités se réduisent et réduisent avec elles la division des Français.

La **prospérité sociale**, c'est le ferment de la cohésion, parce que c'est le **pouvoir de vivre** dignement de son travail et d'être reconnu ; c'est la chance donnée à chacun de réaliser ses projets, et c'est la possibilité d'espérer pour ses enfants un avenir meilleur.

Cette prospérité sociale ne se décrète pas : **elle se construit**, chaque jour, en regardant la vie quotidienne des Français, pour poser les fondations l'Etat-providence de demain.

Je ne crois pas en une société dont la force serait d'obtenir des citoyens des loyautés extorquées, des engagements résignés.

Pour créer de l'**adhésion**, il faut susciter de l'**enthousiasme**.

Contre le doute, la défiance voire le repli sur soi, il y a le grand projet d'une société plus humaine parce que plus solidaire.

Seul le prononcé fait foi

Dans ce ministère des solidarités et de la santé, nous voulons redonner à chacun le sentiment d'appartenir à une grande et belle nation.

Je vous souhaite à toutes et à tous une très belle année 2020.